

Rabah Madjer dresse un tableau noir du football algérien

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3835 - Ven 1^{er} - Sam 2 avril 2016 - Prix : 10 DA

Vers leur relance
en partenariat avec le secteur privé

162 fermes-pilotes à l'arrêt

Page 5

Coopération dans la lutte contre le terrorisme au Sahel

L'Algérie veut plus d'efficacité sécuritaire

Page 3

L'opposition syrienne a perdu la partie

Par Mohamed Habili

N'était l'intervention russe aux côtés de l'armée syrienne, le régime syrien serait probablement tombé à l'heure qu'il est. Mais les Russes ont franchi le rubicon, et depuis les forces syriennes ont fait bien plus que stabiliser leurs positions, elles sont passées à l'offensive dans plusieurs directions. Dans un premier temps, cependant, leurs efforts ont porté au nord, à la frontière avec la Turquie, en vue de couper les lignes d'approvisionnement de l'ennemi, ou des ennemis, une urgence en effet à prendre en charge avant toute autre chose, car le sort de la guerre en dépend dans une large mesure. Dans cette contre-offensive d'envergure, elle n'a pas fait la distinction entre groupes terroristes et non-terroristes, à supposer que cela ait un sens compte tenu des alliances qui se sont nouées entre ces deux espèces tout au long des cinq années passées du conflit. N'empêche, la situation sur le terrain a si fortement évolué depuis, le rapport de force entre l'armée syrienne et l'opposition partie prenante des négociations de Genève a basculé si nettement en faveur de la première qu'on peut désormais parler d'un camp vainqueur et d'un autre qui est vaincu, même si bien des batailles restent encore à mener. En ce sens, la reprise de Palmyre est un tournant, mais pas n'importe lequel, le dernier que la guerre ait pris avant de tendre vers sa fin, ce qu'elle fait à présent.

Suite en page 3

Pas d'intégration directe sans le concours Benghebrit maintient sa position sur les contractuels

En précisant que la valorisation de l'expérience professionnelle des enseignants contractuels est tributaire de la Fonction publique, Benghebrit écarte à cet effet l'intégration sans concours de cette catégorie.

Page 2



Ph/E. Soraya/J. A.

APW de Tizi Ouzou

Le wali veut dégeler les projets de l'éducation et de la santé

Page 4

Documentaire «30 Adar» de Nidal Badarna projeté à Constantine

«Un devoir de mémoire envers les Palestiniens»

Page 13

Pas d'intégration directe sans le concours

Benghebrit maintient sa position sur les contractuels

■ En précisant que la valorisation de l'expérience professionnelle des enseignants contractuels est tributaire de la Fonction publique, Benghebrit écarte à cet effet l'intégration sans concours de cette catégorie.

Par Yacine Djadel

« **L**e recrutement direct des contractuels est impossible car la loi est claire et ne le permet pas », a réitéré la ministre de l'Éducation nationale en réponse à la revendication d'intégration directe émise par les enseignants contractuels et la poursuite de la marche « de la dignité » de la wilaya de Béjaïa vers Alger.

C'est ce qu'a affirmé jeudi dernier à Alger la ministre de l'Éducation nationale en mettant l'accent, néanmoins, sur la valorisation de l'expérience professionnelle de cette catégorie, disant à ce propos de fait, que celle-ci était « acceptable sur le principe » tout en assurant, aussi, que les résultats des négociations, entamées dans ce sens, avec la Fonction publique seraient connus dimanche prochain. Afin de trouver les moyens, donc, de valoriser l'expérience professionnelle des enseignants-contractuels dans le concours de recrutement, la ministre s'est engagée à convaincre la direction de la Fonction publique de prendre en considération l'expérience de cette catégorie, aux côtés de l'examen écrit et oral qu'ils sont tenus de passer lors du concours prochain. A cet effet, elle a précisé qu'« une réponse de la part de la Fonction publique sur les modalités de mettre en œuvre cette proposition sur le



terrain est attendue par le ministre de l'Éducation », souligne la ministre, en faisant allusion au nombre de points relatifs à l'expérience professionnelle qui seront cumulés aux résultats des examens écrit et oral. Par souci majeur, donc, d'atténuer les appréhensions des contractuels quant à ce concours, M^{me} Benghebrit a tenu à rassurer ces derniers en mentionnant que « toutes les chances de réussite sont de leur côté ». Par ailleurs, pour ce qui est des conditions du déroulement du concours, lors d'une déclaration à la presse en marge de sa rencontre avec les directeurs de l'éducation au

niveau national, la ministre de l'Éducation nationale n'a pas tari en rigueur, et ce, en appelant à assurer et la réussite du concours de recrutement des enseignants et les examens de fin d'année ainsi que la prochaine rentrée scolaire, sans quoi, elle sera « intransigeante avec tout responsable qui faillira à sa mission », a-t-elle affirmé.

Intransigeance de la ministre pour toute défaillance au concours

En avertissant jeudi dernier à Alger les directeurs de l'éduca-

tion à travers le territoire national de la réussite totale, notamment du concours de recrutement des enseignants, Nouria Benghebrit a insisté sur le fait qu'« aucune excuse ne peut justifier qu'un responsable puisse faillir à sa mission ou refuser d'assurer une gestion de proximité ou d'écouter les doléances », a-t-elle indiqué. En plus de cela, « les directeurs de l'éducation doivent mobiliser l'encadrement humain et les moyens techniques nécessaires afin de prendre en charge les préoccupations qui leur sont soumises », a-t-elle ajouté soulignant que la gestion au niveau local fait l'objet de beaucoup de critiques. A

cette occasion, M^{me} Benghebrit a exhorté, également, tout un chacun à se mobiliser davantage au service du citoyen dans le cadre du respect de la loi, car selon cette dernière, « le principe de l'équité sur lequel repose la loi et veille à sa consécration exige une remise en question et une contrepartie ». Elle a précisé dans le même contexte que « le recrutement ne peut se faire sur la base de relations ou tout autre considération. Le critère de compétence et de mérite est le seul à même de consacrer la crédibilité de l'école algérienne », souligne celle-ci. Outre les sanctions sévères annoncées par la ministre quant à la non-réussite du concours de recrutement, les examens officiels tels que le baccalauréat, ainsi que la préparation de l'année scolaire 2016/2017 semblent être, donc, plus que jamais la priorité du ministère de l'Éducation.

A ce propos d'ailleurs, M^{me} Benghebrit, a avancé quelques chiffres sur le nombre de candidats passant les examens cette année. D'après elle, « plus de 818 000 candidats se présenteront à l'examen du baccalauréat prévu du 29 mai au 2 juin prochains alors que 600 000 candidats passeront le brevet d'enseignement moyen (BEM) et plus de 705 000 l'examen de fin de cycle primaire », a-t-elle déclaré.

Y. D.

Invité aux débats du FCE

Rabah Madjer dresse un tableau noir du football algérien

Le projet de professionnalisation du football engagé depuis six ans tarde à porter ses fruits. Les clubs continuent à faire dans le bricolage. Une situation née du manque d'une culture managériale digne de ce nom. S'y ajoute une mauvaise gestion des équipes en l'absence de professionnalisme. Le constat est de la star algérienne du football, Rabah Madjer.

Invité aux débats de Jil FCE, tenue à l'hôtel Sofitel d'Alger, l'ex-joueur international, a dressé un tableau peu reluisant de la situation du football algérien, tout en critiquant la politique actuelle des clubs. « Les joueurs ne signent pas de contrats, les clubs sont déficitaires, les joueurs mal payés, pas de stabilité d'entraîneurs, etc. Où en est-on du professionnalisme ? » s'interroge-t-il. Il nous faut beaucoup de temps pour y arriver, martèle Madjer. « Ce n'est pas le type de professionnalisme qu'il nous faut. C'est un professionnalisme importé qui nous a été imposé », a dit Madjer qui ne manquera pas, par ailleurs, de critiquer les clubs, lesquels, selon ses dires, « font parfois n'importe quoi surtout au niveau du recrutement ». Et de poursuivre : « Ils ramènent des joueurs étrangers. Je préfère lancer des joueurs locaux. Ils sont des centaines de bons joueurs qui n'attendent qu'une chance. Cela permettrait à nos jeunes talents d'émerger ». « La réforme engagée durant les années 70 a

fait du bien au football national », se rappelle Rabah Madjer, et de continuer : « L'école algérienne de football était à notre époque une source d'inspiration pour les autres pays. Son modèle de gestion était réussi. A notre époque, les clubs européens copiaient le modèle algérien de la réforme ». Il en veut pour preuve la qualification des équipes algériennes aux différentes échéances internationales. « Aujourd'hui on a des hommes et de bons joueurs qui ont une histoire dans le football, mais ils sont marginalisés et mis hors circuit », a-t-il cité. Pour la star internationale du football, c'est une question d'hommes et de savoir-faire. « Il faut chercher un autre modèle de gestion, de professionnalisme, un modèle pour former la jeunesse au bénéfice du football algérien », a-t-il ajouté. A une question liée à la relation entre l'entrepreneuriat et le sport, Madjer, considère que l'argent investi dans le sport en général et le football en particulier peut servir l'économie nationale. « Actuellement, l'argent du foot ne profite pas à l'économie nationale. Les clubs consomment l'argent sans une valeur ajoutée pour l'économie nationale », regrette encore Madjer, qui estime que le sport peut être un vecteur de relance économique, à condition que les choses soient organisées, avec une gestion professionnelle et transparente. Interrogé sur



la chance de l'équipe nationale à se qualifier à la CAN 2017 et la Coupe du monde 2018, la star du foot est optimiste. Pour lui, l'EN a de grandes chances de se qualifier à ces compétitions, néanmoins, soutient-il, il faut une qualification aux compétitions qui se déroulent en Afrique, vu le climat et l'organisation générale. « C'est pour cela qu'il faut exploiter le potentiel existant qui est le joueur local, car les joueurs qui évoluent en Europe trouvent des difficultés d'adaptation », a-t-il préconisé. Pour finir,

Rabah Madjer, écarte toute possibilité de reprendre les rênes de l'équipe nationale à l'état actuel. « Avec la gestion actuelle, je refuse de reprendre l'équipe nationale », déclare-t-il, avant d'ajouter : « Il faut un changement radical de la gestion actuelle et si cela s'améliore je ne refuserai pas de faire profiter mon expérience à la jeunesse algérienne ». Pour Madjer « il y a beaucoup de facteurs négatifs chez nous. Il faut une volonté politique pour tout changer ».

Louiza Ait Ramdane

Coopération dans la lutte contre le terrorisme au Sahel

L'Algérie veut plus d'efficacité sécuritaire

■ L'Algérie réitère son engagement aux côtés des pays du Sahel dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé transnational, mais appelle à une coopération plus efficace sur tous les niveaux, à savoir bilatéral, régional et international.



Ph/E. Soraya/A.A.

Par Nacera Chennafi

L'Algérie a abrité mercredi et jeudi derniers les travaux de l'Atelier sur le rôle de la justice pénale pour combattre le terrorisme, dans le cadre de sa participation aux travaux du Forum global de lutte contre le terrorisme (FGCT) dont elle est membre fondateur, co-présidé avec le Canada. Une occasion pour Messahel d'affirmer qu'en sa qualité de membre fondateur du Forum et de co-président de son groupe de travail, l'Algérie ne ménage aucun effort pour que cette instance parvienne à mobiliser des synergies et des ressources qui puissent contribuer à rendre la stabilité et la sérénité à la région afin de permettre de se consacrer pleinement au développement socio-économique. Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, a réitéré, jeudi à Alger, l'engagement de l'Algérie à soutenir les

pays du Sahel dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé transnational, soulignant le caractère indivisible de la sécurité des pays.

En outre, il a précisé que les efforts déployés pour faire face à ce fléau en matière de législation pénale sont «*méritoires et nécessitent d'être soutenus dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de ces pays*». Néanmoins selon Messahel, la réalité de la lutte contre le terrorisme et la promotion de la coopération bilatérale, régionale et internationale, restent encore «*handicapées*». A cet effet, il a appelé «*à agir dans l'intérêt d'une meilleure efficacité dans notre lutte commune contre le terrorisme*», a-t-il conclu.

Le ministre, qui a alerté sur la menace terroriste au Sahel qui se renforce selon lui avec l'élargissement continu du cercle de leurs activités criminelles, a précisé que ladite menace se nourrit de plusieurs facteurs, notamment «*l'immensité*

de territoires très peu peuplés, la porosité des frontières et le manque de ressources dont souffrent les pays concernés».

Le ministre a souligné la grande importance qu'attache l'Algérie, à travers l'organisation de cet Atelier, aux dimensions de la lutte que le terrorisme et ses commanditaires imposent au pays du Sahel et aux besoins pressants, en particulier la primauté de la loi qui doit rester la règle dans la lutte contre le terrorisme. Selon Messahel, «*si le terrorisme se distingue par sa sauvagerie, le représentant de l'autorité publique exerçant les prérogatives de maintien et de protection de l'ordre reste le porte-drapeau des valeurs identitaires nationales et des valeurs universelles*».

Pour le ministre, les efforts consentis dans le cadre de ce Forum sur le renforcement des capacités des pays du Sahel «*montrent l'importance des défis à relever*» qui résultent, selon lui, de la violence et des méthodes d'actions des groupes terroristes à travers la

recherche d'alliances hors région, le trafic d'armes et d'êtres humains, la migration illégale, le trafic d'antiquités et de drogues dures... Messahel a insisté sur le renforcement de l'arsenal judiciaire, relevant la nécessité que «*l'Etat soit fort, de même de ses institutions et de son arsenal judiciaire*». Dans ce sillage, il a indiqué que la disponibilité en nombre et en formation et expertises qualifiées de praticiens dans les différents domaines de la lutte contre le terrorisme «*s'impose comme une exigence incontournable*».

Par ailleurs, le ministre a annoncé l'organisation, en avril et mai prochains, de deux ateliers sur le rôle d'Internet et de la démocratie dans la lutte antiterroriste dans le cadre des efforts en matière de lutte antiterroriste. Messahel a souligné que l'expérience partagée au cours des travaux en coordination avec le groupe de travail a «*permis de prendre davantage connaissance des besoins de la région du Sahel pour la lutte contre le terrorisme*».

N. C.

Lutte antiterroriste/En avril et mai prochains

Deux ateliers à Alger sur le rôle d'Internet et la démocratie

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, a annoncé jeudi l'organisation, en avril et mai prochains, de deux ateliers sur le rôle d'Internet et de la démocratie dans la lutte antiterroriste.

«*Dans le cadre de ses efforts en matière de lutte antiterroriste, l'Algérie abritera en avril et mai prochains deux ateliers consacrés respectivement à l'examen du rôle d'Internet et des réseaux sociaux dans la lutte contre le*

cyberterrorisme et le rôle de la démocratie dans la lutte contre le terrorisme», a annoncé M. Messahel qui intervenait lors des travaux de l'atelier consacré à l'examen du rôle de la justice pénale dans la lutte contre le terrorisme au Sahel.

A cette occasion, M. Messahel a salué les efforts des participants à cet atelier, soulignant que l'expérience partagée au cours des travaux en coordination avec le groupe de travail «*nous a permis de prendre davan-*

tage connaissance des besoins de la région du Sahel pour la lutte contre le terrorisme».

L'Algérie abrite un atelier des experts sur la justice pénale dans la lutte contre le terrorisme au Sahel dans le cadre de sa participation au Forum global de lutte contre le terrorisme, dont elle est membre fondateur, et en sa qualité de co-président avec le Canada du groupe de travail sur le renforcement des capacités des pays du Sahel.

L.M.

LA QUESTION DU JOUR

L'opposition syrienne a perdu la partie

suite de la page Une

Et cela d'ailleurs non pas tant en raison de l'importance stratégique de la place que du fait de sa valeur symbolique. Si, toutes choses égales par ailleurs, c'avait été l'opposition qui l'avait libérée, le visage du conflit se présenterait aujourd'hui différemment. Mais il aurait fallu pour cela que l'opposition non terroriste change d'ennemi principal, ce à quoi justement elle s'est toujours refusée. Il n'est peut-être pas trop tard pour elle de rectifier le tir, de retourner ses armes contre les groupes universellement considérés comme terroristes, au premier chef desquels Jabhat Anosra, et bien sûr Daech. S'il lui est déjà arrivé d'entrer dans des escarmouches avec celui-ci, elle n'a jamais combattu celle-là. Et pour cause, la section locale d'Al-Qaïda est une des composantes de l'opposition engagée dans ce qu'on appelle Genève 3. Or ce n'est guère dans cette direction qu'elle semble engagée. Dans quelques jours, probablement, les négociations reprendront à Genève, et tout un chacun saura alors si l'opposition issue de la conférence de Riyad a pris en compte le cours défavorable pris par le conflit ou si elle reste campée sur les mêmes positions que du temps où le régime syrien était en train de perdre la guerre, au contraire de maintenant. On le saura sur une question précise : la proposition que vient de lui faire le président syrien d'entrer dans une sorte de gouvernement d'union ou d'entente nationale. Sa réponse officielle n'est pas encore donnée, mais il est douteux qu'elle soit positive. Le fait en effet est qu'elle ne peut pas convenir à la délégation hétéroclite issue de la conférence de Riyad, qui parlera à nouveau en son nom quand les négociations reprendront à Genève. Il est peut-être des segments de cette opposition qui voudront faire partie de ce gouvernement. Mais alors ils seront sûrement obligés de se retirer de la coalition forgée à Riyad sous le patronage de l'Arabie saoudite. Pour l'heure en tout cas on ne voit rien venir de ce côté. La partie de l'opposition qui pourrait être intéressée par la proposition de Bachar Al Assad c'est celle qui n'a pas assisté à la conférence de Riyad. Mais elle non plus ne s'est pas encore exprimée à ce sujet.

M. H.

Produits alimentaires/Marché de gros de Baba Ali Belaib insiste sur l'accélération du chantier

LE MINISTRE du Commerce, Bakhti Belaib, a estimé nécessaire jeudi d'accélérer la réalisation du marché de gros des produits alimentaires à Baba Ali (Birtouta) en remplacement du marché de Gué de Constantine (ex-Semar). M. Belaib a indiqué lors d'une rencontre avec les commerçants de ce marché au siège de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) qu'une assiette foncière de 80 hectares à Baba Ali (Birtouta) a été octroyée à proximité de l'autoroute pour abriter cet espace commercial qui sera réalisé conformément aux critères internationaux. Il a été convenu avec les commerçants qui prendront en charge le financement du projet de créer une entreprise qui s'occupera du design et de la réalisation, selon le ministre qui a annoncé également l'association de la société de réalisation et de gestion des marchés de gros des fruits et légumes (MAGRO) qui «*détient une expérience dans la réalisation de ces projets*». Il n'a pas exclu cependant, la possibilité d'une contribution du gouvernement à la réalisation du marché si les commerçants ne parvenaient pas à assurer son financement intégral, affirmant qu'il suivra personnellement la réalisation de cet espace commercial pour aplanir tous les obstacles qui entraveraient sa réalisation conformément aux instructions du Premier ministre, Abdelmalek Sellal. D'autre part, M. Belaib a souligné que l'achèvement de ce marché était une expérience pilote pour la réalisation à l'avenir d'autres marchés similaires dans le but de mettre fin définitivement aux marchés informels. Le marché «Semmar» considéré comme le plus important marché des produits alimentaires compte 800 commerçants et offre plus de 20 000 emplois, selon les chiffres de l'UGCAA. Edifié depuis plus de 20 ans, ce marché s'est étendu de manière informelle. La direction du commerce d'Alger a dénombré dans le cadre d'un recensement des commerçants de ce marché pour leur permettre de bénéficier de locaux à l'intérieur du nouveau marché, près de 450 commerçants détenteurs d'un registre du commerce (65% du nombre global). Cependant, la direction a constaté que, pour différentes raisons, de nombreux commerçants ne possédaient pas de registre du commerce. Aussi, elle a décidé d'élaborer deux listes, la première comportant les noms de commerçants ayant un registre du commerce de façon régulière et la deuxième les noms de ceux n'ayant pas renouvelé leurs registres. La deuxième liste sera étudiée au cas par cas pour s'assurer de l'habilité des commerçants à bénéficier d'un local au marché de Baba Ali. M. Belaib a insisté dans ce sens sur la nécessité de construire un marché qui peut accueillir tous les commerçants détenant un registre du commerce pour pouvoir ensuite étudier les cas des autres et d'intégrer ceux qui le méritent dans la nouvelle structure. Le secrétaire général de l'UGCAA, Salah Souilah a affirmé pour sa part la nécessité d'accélérer la réalisation du nouveau marché de produits alimentaires et de respecter les délais de réalisation (deux ans), affirmant l'engagement des commerçants à financer cette structure commerciale. M. Souilah a toutefois émis des réserves concernant l'implication de la société publique Magro dans la réalisation de ce marché d'autant que cette dernière avait accusé des retards dans la livraison des huit marchés qu'elle devait réaliser, selon lui. Le secrétaire général de l'UGCAA a préconisé par ailleurs l'implication d'entrepreneurs privés pour la réalisation du projet. **Khelil O.**

Le calendrier des travaux pour la période à venir arrêté

APN

■ *Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a arrêté, lors d'une réunion jeudi sous la présidence de Mohamed Larbi Ould Khelifa, président de l'Assemblée, le calendrier des travaux pour la période à venir dans le cadre de l'adaptation du système juridique concerné par la dernière révision constitutionnelle, indique un communiqué de la chambre basse.*



Ph. E. Soraya/J.A.

Par Slim Y.

Les travaux de l'APN reprendront jeudi prochain par une séance plénière consacrée aux questions orales et se poursuivront mardi 12 avril par la présentation et le débat du projet de code pénal et mercredi (13 avril) par le débat du projet de loi relatif à l'utilisation des empreintes génétiques dans les procédures

judiciaires et l'identification des personnes, précise la même source. La séance de mardi 19 avril sera consacrée à la validation de la qualité de membre de deux députés suppléants et au vote des projets de loi relatifs à la normalisation et à l'utilisation des empreintes génétiques.

Le bureau a en outre examiné les amendements proposés au projet de loi relatif à la normalisation et soumis ceux répondant

aux conditions juridiques à la commission ad hoc. Il a également examiné les questions déposées à son niveau (au nombre de 45 dont 10 orales et 35 écrites) avant de décider de soumettre au gouvernement celles répondant aux conditions de forme. Avant de clôturer sa réunion, le bureau de l'APN a soumis à la commission des affaires juridiques la décision n°12 du Conseil constitutionnel

relative au remplacement du député Ibn Oum Hani Abdenacer par le député Hadjaoui Said afin d'élaborer le rapport de validation de sa qualité de membre en attendant de le présenter ultérieurement aux députés pour adoption.

Enfin, le bureau a approuvé la programmation d'un nombre d'activités parlementaires prévues dans les jours à venir.

S. Y./APS

APW de Tizi Ouzou

Le wali veut dégeler les projets de l'éducation et de la santé

La zone industrielle de Draa El Mizan-Tizi Ghénif sera concrétisée à la faveur d'une récente mesure prise par le ministère de tutelle après intervention du président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), Ali Haddad, a annoncé jeudi dernier, le wali de Tizi Ouzou Brahim Merrad. Interpellé par des élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) réunis en session ordinaire sur le sort réservé à ce projet suite aux restrictions budgétaires prises par le gouvernement pour l'année 2016 en raison de la baisse des recettes pétrolières, le wali de Tizi Ouzou a assuré que cette zone industrielle verra le jour. Merrad a rappelé que le président du FCE avait été sollicité par des entrepreneurs de la wilaya lors de l'installation du bureau local de cette organisation patronale à Tizi Ouzou samedi dernier suite à des rumeurs annonçant son gel.

L'autre préoccupation des élus

L'établissement de santé publique de proximité (EPSP) d'Ouacifs verra l'installation d'un nouveau directeur et de son staff

dès la semaine prochaine, a annoncé le directeur local de la santé (DSP) qui n'a pas manqué d'appeler le personnel dudit établissement à reprendre le service et à cesser leur protestation pour demander le maintien du désormais ancien directeur de cet EPSP.

Une commission d'enquête sur la gestion du CHU

Toujours au chapitre de la santé publique, une élue du Front des forces socialistes (FFS) a appelé à l'installation d'une commission d'enquête sur la gestion du Centre hospitalo-universitaire Nedir-Mohamed.

Alors que le DSP a annoncé l'inscription d'un hôpital à Bouzeguène qui est sur le point d'être effective au niveau du ministère d'autant plus que l'étude sur ce projet a été finalisée depuis quelque temps déjà.

Maison de la presse

Interpellé par le président de l'APW, Mohamed Klaleche, sur le sort réservé à la maison de la

presse inaugurée et baptisée depuis octobre 2015, le directeur de l'administration locale a indiqué que la wilaya est en attente de la désignation de l'autorité chargée de sa gestion par le ministère de la Communication sans fournir aucune date précise quant à la mise en service de cette structure très attendue par la corporation dans la région.

Abandon des chantiers de raccordement au réseau de gaz naturel

A la question faisant état de l'abandon des chantiers de branchement de gaz naturel par les entreprises chargées de ces projets, le directeur local de l'énergie a soutenu qu'elles ne sont pas nombreuses ces entreprises tout en soulignant que le taux de raccordement de la wilaya de Tizi Ouzou à cette source d'énergie a atteint à fin mars 2016 plus de 72%.

Possible levée du gel pour les projets de l'éducation et de la

santé

Aux nombreuses questions relatives au gel des projets non encore lancés, le wali de Tizi Ouzou a tenté de rassurer les élus de l'APW qu'il s'agit des opérations relevant de certains secteurs comme la santé et de l'éducation, il y a de fortes chances que l'on obtienne à nouveau leur dégel en présentant des argumentations convaincants pour les tutelles centrales.

Par ailleurs, de l'exposé portant sur le bilan du wali présenté devant l'APW, il ressort que pour l'exercice 2015, une enveloppe financière d'un peu plus de 12 milliards de dinars a été affectée pour le développement local. Et qu'un montant global de plus de 1,6 milliard de dinars a été consacré à la prise en charge de 11 opérations relevant du programme sectoriel (PSD) inscrites au titre du nouveau Programme d'appui à la croissance économique (PACE). Alors que pour le besoin de réajustement de quelque 89 opérations relevant des programmes antérieurs, un peu plus de 10,5 milliards de dinars ont été consacrés.

Hamid M.

Vers leur relance en partenariat avec le secteur privé

162 fermes-pilotes à l'arrêt

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, a indiqué jeudi à Alger qu'un travail était en cours pour parachever les procédures pour la relance des 162 fermes-pilotes à l'arrêt, et ce, en partenariat avec des exploitants privés.

Par Salima S.

Quatre-vingt-sept fermes relèvent de la société d'exploitation et de valorisation des fermes pilotes et périmètres agricoles (SEVFPA) et 75 autres relèvent du groupe des semences et pépinières.

M. Ferroukhi a précisé que les pouvoirs publics ont pris plusieurs mesures pour relancer l'activité de ces fermes conformément à la décision du conseil de participation de l'Etat de 2009 ayant chargé la tutelle de chercher des partenaires du secteur privé pour investir dans ces fermes.

Il a rappelé que 18 entreprises d'exploitation ont été créées en partenariat avec 22 fermes pilotes sur deux étapes, avec un montant estimé à 14 milliards de DA et sur une superficie globale de 11 000 hectares.

Une troisième étape concerne 14 fermes pilotes est également en cours et l'opération est en phase de sélection des partenaires, a-t-il ajouté.

A une question sur l'autorisation concernant l'exploitation du patrimoine forestier national et les mesures que le ministère compte prendre pour délivrer les contrats d'exploitation aux bénéficiaires, le ministre a précisé que son département avait initié en 2001 la création de périmètres autorisés à l'exploitation au sein des espaces forestiers



Ph. > D. R.

du pays, conformément à la loi de juin 1984 amendée et complétée portant régime général des forêts.

Il a ajouté dans le même contexte que les citoyens pourront bénéficier de terrains pour des activités agricoles comme les pépinières, la fruiticulture ou l'élevage.

A cet effet, 359 périmètres ont été aménagés au sein des espaces forestiers à travers 31 wilayas, soit une superficie glo-

bale autorisée à l'exploitation estimée à 10 174 hectares au profit de 3 155 citoyens.

Concernant l'élevage camelin, M. Ferroukhi a indiqué que

l'Etat a adopté une stratégie visant le développement de la reproduction du cheptel camelin et la promotion des produits de ce secteur à travers notamment la création d'unités de production et de transformation du lait de chamelle. Cette stratégie porte également sur la protec-

tion des races locales, l'accompagnement des conseils professionnels des viandes rouges et la création d'exploitations d'élevage camelin.

Le ministère a arrêté par ailleurs, a-t-il ajouté, un programme pour le développement du pâturage saharien notamment le forage de puits dont le nombre s'élève à 185 puits (54 dans la wilaya d'Illizi).

S. S./APS

Réunion de Doha/Pour soutenir les cours du pétrole

Vers un gel consensuel des niveaux de production

La réunion d'une quinzaine de pays producteurs de pétrole, membres et non membres de l'Opep, prévue pour le 17 avril prochain à Doha devrait aboutir à un gel consensuel des niveaux de production pour soutenir les cours qui se sont stabilisés autour de 40 dollars le baril après leur plus bas niveau atteint début 2016.

Outre les pays membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep), cette rencontre verra la participation d'autres gros producteurs qui n'appartiennent pas à ce bloc à l'instar de la Russie et qui a convenu le mois passé avec l'Arabie saoudite de geler leur production à son niveau de janvier.

La réunion de Doha fera «le suivi» de l'accord entre l'Arabie saoudite et la Russie obtenu à l'occasion d'une rencontre en février à Doha avec le Venezuela et le Qatar, selon une déclaration du ministre du Pétrole du pays hôte, Mohammed Ben Salah al Sada, également président en exercice de l'Opep.

L'Algérie participera à cette réunion, avait confirmé samedi dernier le ministre de l'Energie Salah Khebrî qui a, d'ailleurs, reçu une invitation officielle pour prendre part à la rencontre de Doha.

L'Algérie a été parmi «les premiers pays ayant insisté sur l'urgence de stabiliser le marché pétrolier», a affirmé le ministre, précisant que la réunion de Doha vise «à examiner les moyens devant permettre de stabiliser la production et soutenir le prix du baril».

M. Khebrî qui a émis le souhait que cette réunion soit «fructueuse», a rappelé que «dès

l'annonce de la tenue de cette réunion, le prix du pétrole est passé de 30 à 40 dollars le baril». Il a considéré que cette réunion devant favoriser le suivi de l'accord entre l'Arabie saoudite et la Russie sur le gel de la production à son niveau de janvier 2016, constituera «une première étape dans le processus de stabilisation de la production pétrolière», tout en précisant que suivant l'écho du marché, d'autres démarches seront envisagées.

Plombés par une surabondance de l'offre couplée à des difficultés économiques des principaux gros consommateurs, les prix de l'or noir sont tombés à 28 dollars au début de l'année en cours avant de rebondir en février pour se stabiliser actuellement autour de 40 dollars à la faveur de l'accord entre l'Arabie saoudite et la Russie arraché dans la capitale qatarie.

A l'instar d'autres pays comme le Venezuela, l'Iran et le Nigeria, l'Algérie a vu son économie sérieusement affectée par la chute libre des prix mondiaux du pétrole brut avec une contraction des recettes des exportations des hydrocarbures accompagnée de l'érosion de son matelas de devise constitué des réserves de change passées de près de 200 milliards de dollars début 2014 à moins de 145 milliards de dollars à la fin de l'année précédente.

En outre, l'Iran, membre de taille de l'Opep, qui a fait son retour sur le marché mondial à la suite de la levée de sanctions internationales, a cependant, prévenu qu'il ne participerait pas au gel, même si le

ministre qatari al Sada a affirmé que l'accord sur un gel de la production avait acquis l'adhésion des gros producteurs de brut dans le monde. «A ce jour, quelque 15 producteurs Opep et non-Opep, qui représentent près de 73% de la production mondiale de pétrole, soutiennent cette initiative», annoncée en février à Doha, a-t-il assuré.

Par ailleurs, la réunion du 17 avril prochain pourrait constituer un aboutissement de l'initiative lancée l'année passée par l'Algérie en vue de trouver une solution consensuelle impliquant des pays membres et non membres de l'Opep pour soutenir les cours.

Le Nigeria, le Gabon, l'Angola, le Congo et la Guinée-équatoriale, tous membres de l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA), mais aussi l'Azerbaïdjan, importante puissance pétrolière régionale du Caucase, étaient les principaux destinataires de cette action initiée par l'Algérie en février 2015. En fait, plusieurs pays du Golfe avaient rejeté fin 2014 l'option d'une intervention de l'Opep pour corriger le déséquilibre du marché pétrolier mondial, estimant que le marché finirait par se stabiliser tôt ou tard et écartant la tenue d'une réunion d'urgence de l'Opep.

Cette décision a été lourde de conséquences puisque les prix ont poursuivi leur dégringolade durant toute l'année 2015 ainsi que les premières semaines de 2016 atteignant leur plus bas niveau depuis 2003.

APS

Publication
«Cap-Algérie»,
le magazine
éco qui manquait



LE PAYSAGE médiatique vient de s'enrichir d'une nouvelle revue économique, «Cap-Algérie». D'une périodicité mensuelle, dirigée par notre collègue Melissa Roumadi-Belferag, Azzedine en étant le directeur de rédaction, ce nouvel opus comble un retard criant en matière d'informations et d'analyses économiques et financières, en abordant tous les volets de production ou de consommation de cette sphère. Rompant radicalement avec le style élitiste qui confine l'économie dans les rets théoriques, dans le sésail des spécialistes ou se prétendant tels, mais sans se délester de l'exigence de rigueur scientifique dans le maniement de concepts, «Cap-Algérie» apporte sans conteste un souffle de jeunesse dans cet univers sclérosé des revues spécialisées. Le seul énoncé du menu du premier numéro donne une idée sur ce souci de rigueur livré dans un style abordable et accessible à tous les acteurs de la vie économique, dans les deux versants de la production ou de la consommation. Ainsî, citons «Le crédit à la consommation, emprunter mais à quel prix», «Cinéma, ce que coûte un film», «Electricité, ce que coûtera votre prochaine facture», «Tendance, être une start-up en Algérie» ou encore «La grande supercherie du foot professionnel». Le contenu du magazine est conforté par des entretiens, portraits, enquêtes et reportages et saupoudrés par un faisceau d'informations sur le domaine économique et financier. Sans contester, le numéro 1 livré aux lecteurs, spécialistes et profanes, augure d'un avenir radieux à ce nouveau-né du panel médiatique algérien, y injectant la confirmation du principe unissant le très utile au très agréable. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter «bon vent» à «Cap-Algérie», produit d'où émane le sentiment de profond respect voué aux lecteurs et aux partenaires. Ce vœu est émis dans un souffle de sincères compliments professionnels aux promoteurs, le couple Belferag.

N. Stambouli

Blida

Un déficit d'une cinquantaine de bureaux postaux dans la wilaya

■ La wilaya de Blida accuse un déficit dans sa couverture postale, estimé à une cinquantaine de bureaux postaux, induisant une situation impactant négativement sur la qualité des prestations fournies aux citoyens, ont indiqué des élus de l'Assemblée populaire de wilaya.

Par Anissa D.

Disposant actuellement de 74 bureaux postaux, la wilaya de Blida a besoin de 50 nouvelles structures similaires à implanter à travers 18 communes afin de lui permettre une meilleure gestion de ses prestations de services, selon un rapport de la commission de communication et des technologies de l'information consacré au service public dans les bureaux postaux et présenté dernièrement par les élus lors de la 1^{re} session ordinaire de l'APW. La wilaya accuse un «*dé-séquilibré entre sa couverture postale et sa concentration humaine, qui ne lui permet pas de remplir à bien ses missions selon les normes en vigueur en la matière, fixant un bureau postal pour 9 000 habitants*», a-t-on relevé. Les communes de Blida, Bouarfa,

Boufarik et Soumâa ont été citées parmi les communes les plus déficitaires en la matière, et ce, aux côtés et à un degré moindre, des collectivités de Guerouaou, Bouguera, Ouled Slama, Chebli, El Affroune, Larbâa, Meftah, Mouzaia, Chiffa, Oued El Alleugue, Beni Tamou, Ben Khelil, Ouled Aich et Beni Mered, ont relevé les rédacteurs du rapport de la commission, précisant que «*le taux de communes de la wilaya accusant un déficit en couverture postale est de 74 %*».

Le manque de structures postales est exacerbé par les «*prestations médiocres offertes par nombre de bureaux postaux, accusant une absence en agents aux guichets, soit un taux de 55,40% des bureaux de la wilaya où il été recensé un seul préposé au guichet, qui fait également office de facteur*», a-



Ph. > D. R.

t-on déploré. Cette situation est propre aux communes reculées de Djebabra, Ouled Slama, Ain Romana et Zaouia, entre autres. Les élus ont également soulevé les problèmes de pannes affectant le matériel informatique et les distributeurs automatiques au niveau des

centres postaux. En réponse à ces préoccupations, le représentant de la direction d'Algérie Poste a fait cas du réaménagement et équipement, entre 2014 et 2015, de six bureaux postaux à Djebabra, Amroussa, Ben Belouaid, Emir, Beni Mouimene et Boufarik. **A. D./APS**

Tlemcen

Attribution de 100 logements publics locatifs à Marsa Ben M'hidi

Plus de 100 logements publics locatifs dans la nouvelle cité «*moudjahid Merbouh Bouchetta*» ont été attribués jeudi dans la daïra de Marsa Ben M'hidi (Tlemcen).

La cérémonie de remise des clés et des arrêtés aux bénéficiaires a été présidée par le wali de Tlemcen, Saci Ahmed Abdelhafid, lors de sa visite d'inspection dans cette daïra frontalière. La visite a été marquée par le raccordement de

373 foyers au réseau de gaz de ville dans le village «*Chaib Rassou*» et l'inspection du chantier de réalisation du dédoublement de la route reliant les communes de Maghnia et Marsa Ben M'hidi sur 60 km, dont des tronçons seront livrés en avril prochain et la réception totale se fera avant le début de la saison estivale, selon les explications fournies sur place.

Pour accélérer le rythme des travaux, ce projet a été scindé en

quatre lots dont chacun a été confié à une entreprise. Il a été programmé également la réalisation de deux ponts longeant oued Mouileh et la voie ferrée reliant Maghnia à Ghazaouet. Cette route à double sens contribuera à la fluidité de la circulation routière très dense en été et à l'éradication de points noirs à l'origine d'accidents. Il sera procédé également à l'ouverture d'une pénétrante au niveau de l'autoroute Est-Ouest et la relier

au site touristique Marsa Ben M'hidi, ce qui permettra le développement de certains créneaux spécifiques à la région dont l'agriculture et l'artisanat. La délégation de la wilaya a également inauguré le nouveau siège de la daïra de Marsa Ben M'hidi et inspecté deux chantiers de réalisation d'une polyclinique et d'une unité de la Protection civile à Bab El Assa, ainsi que d'autres projets à Souani et Souk Tléta. **F. T.**

Développement local à Tizi Ouzou

Plus de 12 milliards de dinars accordés en 2015

La wilaya de Tizi Ouzou a bénéficié au titre de l'exercice 2015 d'une enveloppe financière de plus de 12,231 milliards de dinars destinée au développement local, a indiqué jeudi le secrétaire général de wilaya.

De cette enveloppe, un montant global de 1,692 milliard de dinars a été destiné à la réalisation de 11 opérations relevant du programme sectoriel (PSD) inscrites au titre du nouveau Programme d'appui à la croissance économique (PACE), a indiqué Tibourtine Zineddine qui présentait devant l'Assemblée populaire de wilaya (APW) réunie en session ordinaire pour débattre du bilan d'activité de la wilaya pour l'année précédente.

Par ailleurs, un montant de près de 10,54 milliards de dinars a été réservé au réajustement de 89 opérations inscrites sur les programmes précédents.

En outre, durant l'année 2015, 130 opérations ont été réévaluées pour un montant global de plus de 11,484 milliards de dinars «*ce qui a permis à ces dernières d'être relancées pour certaines et d'être lancées pour d'autres*», a-t-il relevé.

Parmi les nouvelles opérations inscrites, M. Tibourtine a énuméré, entre autres, le projet de réalisation du réseau de distribution d'eau potable à travers des villages relevant de 13 daïras, l'acquisition d'équipements médicaux pour

les polycliniques de Redjaoua et de Tamda, l'étude et le suivi pour la réalisation d'une faculté de médecine de 4 000 places pédagogiques à Tizi-Ouzou.

L'enveloppe allouée à la wilaya au titre des plans communaux de développement est de 4 milliards de dinars destinés à la réalisation de 1 189 opérations à travers l'ensemble des 67 communes.

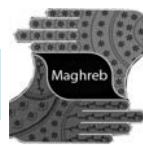
Parmi les projets réalisés au courant de l'année 2015, le SG de la wilaya a cité, notamment la redynamisation du chantier du Centre anti-cancer de 140 lits de Draâ Ben Khedda et dont la mise en service est prévu pour juillet 2016, la réception de trois collèges, six lycées et

Emploi

1 000 placements dans le secteur agricole à Souk-Ahras

QUELQUE 970 demandeurs d'emplois ont été placés dans le secteur agricole entre novembre 2015 et mars 2016, dans la wilaya de Souk-Ahras, a indiqué jeudi à l'APS le directeur de l'Agence de wilaya de l'emploi (Awen) Abderrazak Mazouz. «*Des visites de terrains effectuées par les services de l'Awen dans les différentes exploitations agricoles de la wilaya ont permis de cerner les besoins en matière de main-d'œuvre dans le secteur agricole et de placer autant de jeunes*», a précisé le responsable. Il a ajouté qu'en dépit de certains obstacles liés notamment à l'absence du cadre juridique relatif au recrutement dans les exploitations agricoles familiales, l'Agence locale de l'emploi a pu «*fixer un nombre important de demandeurs d'emplois*». Quatre-vingt pour cent (80%), soit 776 postes de travail sur les 970 créés dans le secteur agricole ont été ouverts par l'Entreprise régionale du génie rural (ERGR), a détaillé le responsable, mettant en exergue l'importance de cette opération de recrutement dans l'amélioration des conditions de vie de la catégorie ciblée. Le secteur de l'agriculture demeure un pourvoyeur important de postes de travail dans la wilaya de Souk Ahras à vocation agricole, a souligné M. Mazouz, qui a mis l'accent sur l'importance de la filière agricole dans le développement durable de cette wilaya frontalière. De son côté, l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) a financé durant l'exercice 2015, 392 projets dont 98 dans le secteur agricole, 173 dans le domaine des services, 78 projets dans l'artisanat, 22 projets dans le secteur du bâtiment et 21 projets dans le domaine de l'industrie, a-t-on conclu. **Ali O.**

K. L.



Libye

Dix villes annoncent leur soutien au gouvernement parrainé par l'ONU

■ Les principales villes signataires Sabrata, Zawiya et Zouwara, saluent l'arrivée dans la capitale, mercredi, de son chef Fayez al-Sarraj et de plusieurs membres de son équipe et appellent le gouvernement d'union nationale à «mettre fin immédiatement à tous les conflits armés dans l'ensemble de la Libye».



Par Mondji T./APS

Dix villes de l'ouest de la Libye ont annoncé jeudi leur soutien au gouvernement d'union nationale parrainé par l'ONU et qui s'efforce de s'imposer dans un pays où deux autorités rivales se disputent le pouvoir depuis des mois.

Les municipalités de dix villes, situées entre Tripoli et la frontière avec la Tunisie, appellent tous les Libyens à «soutenir le gouvernement d'union nationale» dans un communiqué publié sur la page Facebook de la municipalité de Sabrata, ville

située à 70 kilomètres à l'ouest de Tripoli, après une rencontre à Sabrata des responsables des dix villes signataires.

Les principales villes signataires Sabrata, Zawiya et Zouwara, saluent l'arrivée dans la capitale, mercredi, de son chef Fayez al-Sarraj et de plusieurs membres de son équipe

et appellent le gouvernement d'union nationale à «mettre fin immédiatement à tous les conflits armés dans l'ensemble de la Libye».

Le gouvernement d'union est soutenu par l'ONU, par l'Union européenne et par les puissances occidentales qui souhaitent le voir s'imposer et stabiliser la Libye.

Le pays est plongé dans le chaos et les luttes entre milices rivales depuis la chute et la mort en 2011 de Kaddafi, tué à la suite d'une rébellion soutenue par une intervention militaire occidentale.

Depuis plusieurs mois, deux autorités avec chacune un Parlement et un gouvernement se disputent le pouvoir, installées les unes à Tripoli, les autres à Tobrouk, dans l'est.

Mondji T./APS

Porteur d'un message de Bouteflika à son homologue mauritanien Arrivée à Nouakchott de Messahel

LE MINISTRE des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, est arrivé jeudi soir à Nouakchott pour une visite en Mauritanie en sa qualité d'Envoyé spécial porteur d'un message du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à son homologue mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz.

A son arrivée à l'aéroport international de Nouakchott, M. Messahel a été accueilli par la ministre déléguée auprès du ministre maurita-

nien des Affaires étrangères, chargée des Affaires maghrébines et africaines et des Mauritaniens à l'étranger, Khadidjettou Mbareck Fall, ainsi que de l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie, Noureddine Khendoudi.

La visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales, de la concertation et de la coordination sur la situation dans la région, le continent africain et le monde arabe, avait indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

K. L.

Tunis appelle les Libyens à soutenir le gouvernement de Fayez al-Sarraj face au «terrorisme»

La Tunisie a appelé jeudi toutes les parties libyennes à soutenir le gouvernement d'union de Fayez al-Sarraj, dans la lutte «contre le terrorisme» et «la sécurisation des frontières», au lendemain de l'arrivée à Tripoli du Premier ministre désigné, ont rapporté des médias.

«La Tunisie se félicite de l'installation (du gouvernement d'union) dans la capitale Tripoli, une étape importante dans le processus politique libyen», a dit dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères.

Elle appelle «toutes les parties libyennes à soutenir le gouvernement d'union afin de l'aider à prendre ses fonctions et s'acquitter de sa tâche dans la lutte contre le terrorisme, la sécurisation des frontières et l'amélioration des conditions de vie du peuple libyen».

M. Sarraj, qui résidait ces dernières semaines à Tunis faute de pouvoir rejoindre son pays, est arrivé mercredi à Tripoli à bord d'un navire militaire libyen et tentait jeudi d'asseoir son autorité dans la capitale.

Frappée par une série d'attentats

majeurs depuis un an, la Tunisie exprime régulièrement son inquiétude sur la Libye, où le chaos ayant suivi la chute de l'ex-président Mâammar Kaddafi en 2011 a permis au groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/El) de s'implanter.

Ces derniers mois, les autorités tunisiennes ont fermé à deux reprises les postes frontaliers avec la Libye, à la suite d'attaques terroristes. Elles ont en outre construit un «système d'obstacles» sur la moitié des 500 km de frontière commune.

Moncef G.

Sahara occidental Campagne internationale pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination

L'ORGANISATION internationale de soutien au Sahara occidental basée au Royaume-Uni, le «Western Sahara Action Forum» (WSAF), a lancé une campagne internationale pour exiger l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, a indiqué jeudi un communiqué de l'organisation. WSAF invite la communauté internationale à écrire, téléphoner et envoyer des messages par mail au Conseil de sécurité de l'ONU «dès que possible», pour exiger l'organisation du référendum sur l'autodétermination au Sahara occidental, occupé par le Maroc depuis 1975. «Il est temps que la communauté internationale passe à l'action et montre qu'elle est unie en exprimant son refus à l'intimidation tactique du Maroc et en exigeant l'organisation immédiate du référendum prévu par le droit international», souligne l'organisation. Le WSAF relève qu'au cours des dernières semaines, le Sahara occidental «est au centre d'intérêt de l'ONU et fait les gros titres des médias internationaux», après la visite du Secrétaire général de l'ONU aux camps de réfugiés sahraouis et aux territoires libérés, et sa promesse d'accroître les efforts de l'ONU pour résoudre le conflit après avoir constaté la situation «inacceptable» dans laquelle vit le peuple sahraoui. Il est rappelé que le Maroc «a insulté le Secrétaire général, orchestré des manifestations contre lui et exigé le retrait du personnel de la Minurso, en dépit du fait qu'il n'a pas le pouvoir sur le mandat d'une mission de l'ONU sur un territoire qu'il ne contrôle pas». Le WSAF qualifie de «sérieux défi à la crédibilité et la réputation du Conseil de sécurité de l'ONU» que le Maroc «ordonne aux membres de la Minurso de quitter le Sahara occidental». L'Organisation demande à la communauté internationale d'exprimer sa «condamnation immédiate et ferme» à cette «intimidation tactique» du Maroc. Par ces «intimidations», le Maroc montre non seulement «un mépris total» envers le Secrétaire général et le Conseil de sécurité de l'ONU, mais aussi son «mépris pour le droit international» par sa stratégie basée sur la «volonté délibérée de bloquer le processus de l'ONU du règlement du conflit au Sahara occidental occupé». «Le Conseil de sécurité des Nations unies doit permettre à la Minurso d'entreprendre la mission pour laquelle il a été créé, et fixer une date pour organiser un référendum sur l'autodétermination en vertu du droit international», a conclu le WSAF. Le WSAF en Grande-Bretagne est très actif, notamment sur les réseaux sociaux, et avait participé à la campagne de la surveillance des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental, et à la revendication d'élargir le mandat de la Minurso au contrôle du respect des droits de l'homme. L'Organisation a toujours affirmé que l'ONU avait des responsabilités morales et juridiques envers le peuple sahraoui. 38 organisations de soutien au Sahara occidental, de tous les continents, activent au sein du WSAF. Le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupée par le Maroc, soutenu par la France.

Kamel L.

Le Sommet nucléaire se penche sur la menace jihadiste

■ L'attention des dirigeants mondiaux réunis à Washington pour un Sommet sur la sécurité nucléaire s'est focalisée hier sur le groupe État islamique (EI), après s'être beaucoup concentrée jeudi sur la Corée du Nord.

Par Ali O.

Après les attaques de Bruxelles et de Paris, la Maison-Blanche est préoccupée par les capacités des Européens à contrer les risques d'attaques sur leurs grandes villes. Le spectre d'une bombe sale plane dans les tous esprits: des jihadistes mettant la main sur des matériaux nucléaires, pour faire une «bombe sale», une explosion non-nucléaire mais disséminant des particules radioactives dans l'environnement.

Les craintes sur ce genre d'attaque ont été alimentées notamment par la découverte d'une dizaine d'heures de surveillance vidéo d'un responsable nucléaire belge par des membres du groupe État islamique.

Mais les discussions des dirigeants dépasseront le seul risque nucléaire.

Jeudi, le président Obama a souligné le besoin d'augmenter la coopération transatlantique pour «identifier les attaques potentielles, couper le finance-



ment». Le président Obama a rencontré en réunion bilatérale le président français François Hollande, ce dernier se félicitant de la «coordination de très haut niveau» entre les deux pays pour lutter contre les jihadistes.

D'une manière générale, les pays engagés contre l'EI ont «fait

de bons progrès pour accélérer les frappes aériennes et augmenter la pression» en Irak et en Syrie, a expliqué Ben Rhodes, l'un des principaux conseillers du président Obama.

«Mais nous pensons aussi qu'il est extrêmement important que nous travaillions à mettre au jour les projets d'attaque» en dehors d'Irak et de Syrie, «étant donné les efforts de l'EI pour évoluer vers plus d'attaques en Europe et dans d'autres parties du monde», a-t-il expliqué.

Le partage du renseignement sera au cœur des discussions, a-t-il expliqué.

«Comment s'assurer que cela va le plus vite possible», et «comment mieux surveiller les combattants qui quittent l'Irak et la Syrie pour venir en Europe, mais aussi dans d'autres pays ?» a-t-il demandé. Les représentants des six grandes puissances qui ont négocié l'accord sur le nucléaire iranien feront aussi sur le point sur l'application de l'accord par Téhéran, pour l'instant sans pro-

blème selon Washington. Les discussions sur la sécurité nucléaire proprement dites comprendront notamment dans l'après-midi un échange autour d'un scénario fictif d'un incident de sécurité nucléaire, une première dans les quatre sommets de ce type réunis par l'administration Obama depuis 2010. La journée s'achèvera par une conférence de presse du président américain. Jeudi, les échanges ont été notamment marqués par la Corée du Nord, qui inquiète la communauté internationale avec ses essais nucléaires et ses tests de missiles condamnés par l'ONU. Le président Obama a reçu la présidente sud-coréenne Park Geun-Hye et le Premier ministre japonais Shinzo Abe et les trois dirigeants ont promis de «se défendre» contre la menace atomique du régime de Pyongyang.

Ils se sont engagés à «mettre en œuvre les mesures fortes du Conseil de sécurité de l'ONU» prises le 2 mars, c'est-à-dire l'ar-

senal de nouvelles sanctions sans précédent contre Pyongyang.

Et le président Obama a également discuté de la Corée du Nord en bilatéral avec Xi Jinping, le président chinois dont le pays est un allié traditionnel du régime de Pyongyang.

Pékin a voté les sanctions de l'ONU contre le régime, mais les États-Unis veulent que la Chine fasse monter la pression.

«Le président Xi et moi-même sommes déterminés à obtenir une dénucléarisation de la péninsule coréenne et la pleine application des sanctions de l'ONU», a martelé M. Obama aux côtés de son invité.

Ce dernier a salué une «coordination et une communication efficaces» avec les États-Unis sur la «question du nucléaire coréen». En plein milieu de ce sommet que les médias d'État nord-coréens ont qualifié d'effort «absurde» pour empêcher Pyongyang d'avoir «un accès légitime aux armes nucléaires», la Corée du Nord a tiré hier un nouveau missile de courte portée. Celui-ci s'est abîmé en mer, a annoncé le gouvernement sud-coréen, qui a accusé en outre son voisin de brouiller depuis jeudi les systèmes de géolocalisation GPS.

Le climat sur la péninsule coréenne ne cesse de se détériorer depuis le quatrième essai nucléaire de Pyongyang le 6 janvier et le lancement le 7 février d'une fusée, considéré comme un essai déguisé de missile longue portée. La Corée du Nord menace quasiment quotidiennement Séoul et Washington de frappes nucléaires ou conventionnelles et semble faire fi de la résolution 2270 du 2 mars du Conseil de sécurité.

A. O.



Points chauds

Confiance

Par Fouzia Mahmoudi

Durant des décennies, l'un des clichés les plus récurrents et tenaces voulait que les moins de quarante ans votaient plutôt largement à gauche et les plus de quarante à droite. Mais aujourd'hui ce cliché, qui avait plutôt tendance à se vérifier, tend, en France du moins, à disparaître. Le premier à en pâtir l'on s'en doute étant François Hollande qui avait durant sa campagne présidentielle de 2012 tant misé sur la jeunesse. «Est-ce que les jeunes vivront mieux en 2017 qu'en 2012 ? Je demande à être évalué sur ce seul engagement, sur cette seule vérité, sur cette seule promesse». En janvier 2012, celui qui n'était encore que candidat à l'élection présidentielle, avait sorti le grand jeu pour séduire la jeunesse de son pays. C'est bien simple, elle était sa «grande priorité». Il lui donnerait tout, avait-il juré. Une école rénovée, du travail pour tous et un ministère dédié. Quatre ans plus tard, le même François Hollande peut se targuer d'avoir réussi à faire passer à la jeunesse l'envie, pourtant habituellement solidement ancrée, de voter à gauche. Selon un sondage publié ce mois-ci, l'action du chef de l'État ne recueille que 18 % d'opinions favorables chez les 18-24 ans. De même, un autre sondage publié au même moment révèle que seuls 7,4 % des moins de 35 ans sont satisfaits de la présidence Hollande. Autre enseignement de cette étude : les primo-votants (18-21 ans) se positionnent actuellement plus à droite qu'à gauche, certains n'hésitant plus à envisager un vote FN : 27 à 28 % des nouveaux inscrits sur les listes électorales se déclarent prêts à mettre un bulletin dans l'urne en faveur de Marine Le Pen. Comme si François Hollande l'avait pressenti, il a profité de ses vœux à la jeunesse en janvier pour rappeler qu'il n'a pas chômé depuis son élection. «Nous avons multiplié les emplois d'avenir, introduit la garantie jeunes, facilité l'accès au logement, permis également de construire pour les étudiants, des moyens pour poursuivre leur formation, augmenté les bourses, facilité l'accès à Erasmus pour les jeunes apprentis et pour que la mobilité soit une chance». Mais, de son propre aveu, «cela ne suffit pas». Et voilà qu'un peu plus d'un mois plus tard le projet de réforme du Code du travail surgit, enflammant en une poignée de secondes la jeunesse. Accusée de conduire tout droit à la précarisation des travailleurs, la loi El Khomri crispe lycéens et étudiants. Si la rupture se confirme entre la base militante et le président socialiste, ce sera bien la première fois qu'un candidat de gauche ne pourra pas compter sur cette part de l'électorat. Lui qui déjà était considéré comme perdant avant même le début de la campagne semble aujourd'hui définitivement destiné à perdre son pari de se faire réélire. Le seul salut du parti socialiste pour avoir un candidat vainqueur en 2017 reste l'organisation d'élections primaires qui permettrait l'émergence d'une personnalité de gauche à laquelle les électeurs, en particulier les plus jeunes, puissent faire confiance.

F. M.

Turquie

Reprise du procès de deux journalistes anti-Erdogan

Le procès de deux célèbres journalistes accusés d'espionnage et de tentative de coup d'État dans un dossier considéré comme un test pour la liberté de la presse en Turquie, a repris hier devant une cour criminelle d'Istanbul.

Farouche critiques de son régime islamo-conservateur, Can Dündar, rédacteur en chef du quotidien Cumhuriyet, et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, risquent la prison à vie pour avoir accusé le gouvernement de leur pays d'avoir livré des armes aux rebelles islamistes de Syrie.

«Nous allons gagner, nous avons toujours gagné dans l'histoire. Nous pensons que les lois nous donneront raison et que nous serons acquittés», a lancé M. Dündar en arrivant au tribunal pour cette deuxième audience du procès qui a débuté le 25 mars. La cour avait alors décidé

de poursuivre le procès à huis clos pour des raisons de «sécurité nationale».

«C'est le journalisme qui est jugé ici aujourd'hui, ce procès n'a pas raison d'être car le journalisme n'est pas un crime», a renchéri M. Gül devant un collectif de soutien, entouré d'un fort dispositif policier. La présence à la première audience de diplomates occidentaux, dont certains de l'Union européenne, avait provoqué la colère du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan. Ankara avait communiqué son «malaise» aux pays concernés.

Accusés d'espionnage, divulgation de secrets d'État, tentative de coup d'État et assistance à une organisation terroriste, MM. Dündar et Gül ont déjà passé plus de trois mois en détention, avant d'être remis en liberté en février par une décision de la Cour constitutionnelle. Les deux

journalistes ont publié en mai 2014 un article faisant état de livraisons d'armes par des camions des services de renseignement turcs (MIT) à des rebelles islamistes en Syrie en janvier 2014. Ce papier a provoqué la fureur de l'homme fort de Turquie, qui nie soutenir les mouvements radicaux hostiles au régime de Damas, portant personnellement plainte contre les deux hommes.

Les deux journalistes avaient été placés en détention en novembre et le procureur a requis la réclusion criminelle à perpétuité. L'incarcération de MM. Dündar et Gül et les accusations lancées contre eux par la justice et le régime turc ont suscité un tollé dans l'opposition turque, les ONG de défense des libertés et de nombreuses capitales étrangères, qui dénoncent depuis des années la dérive autoritaire de M. Erdogan.



Documentaire «30 Adar» de Nidal Badarna projeté à Constantine

«Un devoir de mémoire envers les Palestiniens»

Le metteur en scène palestinien, Nidal Badarna, veut perpétuer l'histoire de la lutte des Palestiniens et préserver leur mémoire collective, ce qui constitue, selon lui, «un souci partagé par tous les Palestiniens qui vivent dans les quatre coins du monde».

Par Abbla Selles

Intervenant à Constantine, lors du débat ayant suivi la projection de son documentaire «30 Adar» (30 mars), à la salle de spectacles Ahmed-Bey, Badarna a indiqué que «le combat des Palestiniens face à l'occupation israélienne, sa politique de colonisation, ses tentatives de déracinement et judaïsation de la ville d'El Qods se poursuivra sans relâche».

D'une durée de 54 minutes, le documentaire «30 Adar» relate, à travers des témoignages poignants, l'affrontement et la résistance des Palestiniens à la décision israélienne de confisquer des milliers d'hectares de terres arabes.

De village en village, des Palestiniens relatent les massacres et les tueries perpétrés par

les soldats israéliens, et axent sur l'attachement des Palestiniens à leur terre et à leur histoire.

Badarna a indiqué que son documentaire est «une historiographie des événements du 30 mars 1976, où les Palestiniens ont riposté avec force et courage contre la décision israélienne de confiscation de leurs terres».

Pour le metteur en scène palestinien, le documentaire se présente comme «un devoir de mémoire envers ceux qui se sont sacrifiés pour la terre palestinienne», soulignant que «des Palestiniens des quatre coins du monde se sont mobilisés pour collecter les fonds nécessaires pour la réalisation du documentaire "30 Adar"». Il a détaillé que le seul documentaire relatant les événements du 30 mars 1976 a été réalisé en 1978 par Ghaleb Chaâfa et que «30 Adar» soutient



Ph. DR

la mémoire collective. «Afin que nul n'oublie, l'équipe de tournage du film documentaire a sillonné la région de Galilée, là où la riposte palestinienne a été déclenchée, sur les traces des gens qui ont vécu ce 30 mars et ont rapporté

des témoignages de ceux qui ont créé l'événement et gravé une page de l'histoire de la lutte palestinienne», a souligné, pour sa part, le producteur exécutif du documentaire, Bilel Wafi.

A. B.

L'OSN joue la «Symphonie des symphonies»

Une première au théâtre Kateb-Yacine

La Symphonie des symphonies est le titre du concert inédit qu'a donné l'Orchestre symphonique national (OSN) au théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou, ce week-end. Dirigé par le maestro

Amine Kouider, l'OSN a gratifié le public tizi-ouzéen d'un florilège de morceaux de grands classiques mondiaux comme Hayden, Mozart, Beethoven, Mendelsohn, Dvorak, Rimsky Korsakov et Tchaïkovsky.

Devant une assistance bien acquise, les musiciens de l'Orchestre national ont brillé par leur professionnalisme et leur maîtrise, exécutant parfaitement les pièces choisies pour cette symphonie des sympho-

nies. Le public, nombreux à se rendre au théâtre Kateb-Yacine, s'est laissé guider pendant plus d'une heure par des mélodies époustouflantes de musique classique mondiale qu'il a rarement l'occasion d'écouter et d'apprécier.

Et pour adapter l'œuvre au contexte de la région et sa spécificité, l'OSN a choisi de terminer son concert par une œuvre intitulée «Air de Kabylie», dont les arrangements ont été faits par Sid Ahmed Belli.

R. C.

Festival international du théâtre de Gafsa en Tunisie

La pièce «Errahla» en ouverture

La pièce «Errahla», de la troupe algéroise «Masrah El Bahdja», a été présentée en ouverture du 20^e Festival international du théâtre de Gafsa, qui se tient jusqu'au 8 avril dans cette ville du sud-ouest de la Tunisie.

Mis en scène par la comédienne Tounès Aït Ali, ce monologue, présenté hors compétition, aborde la condition des

femmes en Algérie et dans le monde arabe à travers l'histoire d'une mère divorcée.

Adaptée d'un texte de Meriem Alleg, «Errahla» avait reçu le «Prix Palestine de la créativité», récompensant la meilleure représentation aux 4^{es} Journées du théâtre maghrébin à El Oued, tenues en février dernier. La pièce avait également remporté en 2015 le pre-

mier prix de la mise en scène au 10^e Festival international du théâtre professionnel de Fès au Maroc.

La compétition du 20^e Festival international du théâtre de Gafsa mettra en concurrence des pièces tunisiennes, en plus de la participation de troupes d'Egypte, d'Irak, de France et d'Espagne.

M. A.

Tizi Ouzou : Journée culturelle panafricaine

Une trentaine de pays représentés

Placée sous le thème «Ma culture, mon identité africaine», la journée culturelle panafricaine organisée à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri par la Communauté des étudiants étrangers de Tizi Ouzou (CEETO) a connu la participation d'une centaine d'universitaires représentant plus de 30 nationalités africaines comme le Mali, l'Angola, l'Ouganda, le Cap vert, le Ghana, le Zimbabwe, le Niger, le Congo, le Burundi, la Namibie et Madagascar. L'ambassadeur d'Afrique du Sud en Algérie, Dennis Thokozani Dlomo, présent à cette journée, a déclaré que de telles initiatives permettent de «mettre en évidence la culture africaine dans toute sa diversité et démontrer que les africains

peuvent relever des défis et aller de l'avant pour prendre leur destin en main».

Abordant l'organisation de la manifestation, le président de la Communauté des étudiants étrangers de Tizi Ouzou, Nelson Kuagbedzi, a signalé que l'association qu'il représente a pour objectif de «permettre l'épanouissement des étudiants étrangers en Algérie à travers l'organisation continue d'activités culturelles, sportives et scientifiques».

Plusieurs activités ont été organisées à l'occasion de ce rendez-vous africain, telles que le chant, la danse africaine, la poésie, des défilés de mode et une remise d'attestations aux invités.

B. M.

Bordj Bou-Arréridj

Le théâtre populaire à l'honneur

Une quinzaine de troupes de théâtre, entre amateurs et professionnels, prendront part aux premières Journées nationales du théâtre populaire qui se tiendront à Bordj Bou-Arréridj du 4 au 7 avril.

Des troupes en provenance de plusieurs villes du pays, à l'instar de Constantine, Sétif, Mostaganem ou encore Annaba, participeront à ces journées organisées par la coopérative «Tadj», en collaboration avec la direction de la Culture de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj. Lors de cette manifestation, l'art du théâtre populaire de la Halqa sera à l'honneur avec la troupe «Halqa» de Sidi Bel-Abbès, tout comme le théâtre d'expression amazighe représenté par la coopérative «Timizdourar» de Béjaïa, ainsi que le conte populaire.

Plusieurs metteurs en scène du théâtre populaire dont Rabia Guechi, Mourad Oudjit ou encore Fouzi Ben Brahim, présenteront leurs œuvres à raison de cinq représentations par jour. Les organisateurs prévoient d'organiser pour chaque spectacle des représentations dans les centres culturels, musées et places publiques de la ville afin de toucher un plus large public. Des ateliers de formation sur l'actorat et le métier de comédien de théâtre seront animés par Mbarek Chemali et Djamel Guermi, indiquent les organisateurs de la manifestation qui abritera également un colloque scientifique sur le théâtre populaire.

R. A.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Baya
Jusqu'au 2 avril :

Exposition collective sous le thème «Emotions, expressions au féminin».

Galerie Aïcha-Haddad
Jusqu'au 9 avril 2016 :

Exposition de l'artiste peintre «Souad Si-Abderrahmane».

Cinémathèque de Béjaïa
Jusqu'au 2 avril :

Journées du cinéma colombien.

Galerie Asselah-Hocine
Jusqu'au 2 avril :

Exposition de peinture avec : Meziane Boussaid, Messaoud Nait Saada, Med Idir Djouder, Rabah Hannouche, Islam Djouder 8 ans et Aghiles Boussaid 11 ans.

Coup-franc direct

Faire le bon choix

Par Mahfoud M.

Avec la décision du coach national Christian Gourcuff de prendre congé des Verts et voir ailleurs, le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, se doit maintenant de bien réfléchir avant de prendre une décision finale quant à son successeur. Le président de la FAF sait maintenant ce qu'il doit faire et choisir un coach de renom qui pourrait vraiment apporter sa touche à cette sélection qui ne manque de rien, question effectif. Il faudrait aussi trouver le coach qui devrait pouvoir résister à la forte pression qui pourrait être exercée sur lui, d'autant plus qu'il s'agit d'une sélection nationale qui représente 40 millions d'Algériens. Le tort de Gourcuff est d'avoir été trop émotif, puisqu'il a lâché au premier accrochage avec le public, déçu du rendement de l'EN lors de la rencontre amicale face au Sénégal, ce qui est normal quand on voit les millions d'euros que les joueurs et les membres du staff touchent pour nous donner un rendement tout juste moyen. Le président de la FAF se doit de bien choisir le prochain sélectionneur qui devra aussi travailler en fonction du groupe qu'il a et qui a toutes les qualités pour réussir les meilleurs résultats possibles. Il est normal que le public demande maintenant à remporter un titre après tous les efforts fournis par les responsables de la Fédération.

M. M.

EN Olympique

Korichi pas inquiet de la production des Verts

LE DIRECTEUR technique national (DTN), Toufik Korichi, a estimé jeudi qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter après les deux récentes défaites de la sélection algérienne de football des U-23 à Séoul (2-0 et 3-0), dans le cadre de ses préparatifs pour les jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro. «Ce sont de simples matchs amicaux ayant permis à nos joueurs de découvrir un autre style de jeu auquel ils auront certainement affaire lors des Olympiades», a déclaré Korichi à l'APS. Depuis qu'elle a débuté sa préparation pour les JO, l'équipe algérienne a disputé trois matchs amicaux soldés tous par des défaites. Outre ses faux pas contre la Corée du Sud, elle s'était inclinée en février dernier face à la Palestine (1-0) à Alger. Ces résultats ont suscité l'inquiétude dans les milieux footballistiques algériens qui nourrissent de grosses ambitions sur les protégés du technicien suisse, Pierre-André Schürmann, notamment après leur brillant parcours en Coupe d'Afrique de la catégorie, déroulée fin 2015 au Sénégal, qu'ils ont terminée à la deuxième place. «Il est clair que ce genre de rencontres amicales nous permet de tirer les enseignements nécessaires en vue des prochaines échéances. L'entraîneur national a, à présent, une idée meilleure sur chacun de

ses joueurs après avoir connu une nouvelle expérience en se frottant à l'école asiatique», a ajouté le DTN. Les contre-performances des Verts enregistrées jusque-là en matchs amicaux ont relancé le débat autour de la nécessité ou non de faire appel aux binationaux exerçant à l'étranger. «Certes, cette équipe a besoin de renforcer ses rangs pas des joueurs de moins de 23 ans évoluant à l'étranger, mais hélas, la décision prise par la Fédération internationale de football (Fifa) obligeant les équipes qualifiées aux JO d'avoir au préalable l'autorisation des clubs employeurs de ces joueurs pour les aligner dans cet événement a complètement faussé nos calculs», a regretté Korichi. C'est la première fois que la Fifa adopte une telle mesure, alors qu'auparavant les joueurs n'avaient pas besoin de l'autorisation de leurs clubs pour participer aux Olympiades. Malgré cela, les responsables du football algérien gardent espoir de voir cette décision annulée, a poursuivi le DTN. Le président du Comité international olympique, Thomas Bach, s'était engagé, au cours de sa dernière visite à Alger, à intervenir auprès de la première structure footballistique mondiale en vue d'une éventuelle annulation de la nouvelle disposition.

Tournoi préolympique «Afrique-Océanie» de lutte

244 lutteurs de 22 pays au rendez-vous à Alger

DEUX-cent-quarante-quatre (244) lutteurs (messieurs et dames) représentant 22 pays sont attendus à Alger pour prendre part au tournoi «Afrique-Océanie», qualificatif aux Jeux Olympiques-2106 (JO-2016), prévu du 1^{er} au 3 avril à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger).

«Au total, 244 lutteurs représentant 22 pays dont l'Algérie ont confirmé leur participation au tournoi préolympique Afrique-Océanie, un rendez-vous très important pour la lutte algérienne en vue des JO de Rio de Janeiro 2016», a déclaré Rabah Chebah, président de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), lors d'une conférence de presse animée mercredi à Alger. En présence du directeur des

équipes nationales (DEN), Idriss Haoues et Arezki Aït-Hocine, directeur technique national (DTN), le président de l'instance fédérale a mis l'accent sur les efforts fournis par les pouvoirs publics pour la réussite de cet événement sportif de grande envergure. Il a également salué, à cette occasion, les autorités sportives algériennes pour les actions entreprises en vue d'obtenir l'organisation de cette manifestation internationale. «Le comité d'organisation travaille d'arrache-pied pour la réussite de cette compétition déterminante pour la qualification aux JO-2016. C'est un honneur pour l'Algérie d'être désignée par l'Union mondiale de lutte (UML), pour abriter cette compétition», a-t-il dit. De son côté, le directeur

technique national a évoqué les préparatifs des équipes nationales en vue de cette manifestation préolympique. «Nos équipes nationales messieurs et dames ont bénéficié d'une préparation en Algérie et à l'étranger, ponctuée par des tournois internationaux en Bulgarie, Ukraine et Iran. Tous les moyens ont été mis à la disposition de la FALA pour une bonne préparation de nos athlètes», s'est-il félicité.

Abordant les objectifs assignés aux lutteurs algériens lors du tournoi «Afrique-Océanie», Arezki Aït-Hocine s'est montré «confiant quant à la possibilité des athlètes d'aller le plus loin possible dans cette compétition, tout en améliorant le nombre de qualifiés par rapport aux JO-2012».

Equipe nationale

Gourcuff devrait partir mais à l'amiable

■ Le divorce entre la FAF et l'actuel sélectionneur national, le Français Christian Gourcuff, devrait être consommé dans les tout prochains jours, si l'on tient compte des dernières déclarations du coach breton qui affirme songer à partir, même s'il ne veut pas utiliser le mot démission qui veut dire qu'il se devra de dédommager la FAF puisqu'il est lié par contrat.



Ph. > D. R.

Par Mahfoud M.

«**O**ui, je veux partir, ce n'est pas nouveau, j'en ai déjà dit au président de la Fédération (algérienne de football, FAF) au mois de novembre. Mais il a refusé que je parte», a déclaré l'ancien entraîneur du FC Lorient au journal *Le Télégramme*. Rentré mercredi soir en Bretagne (France), au lendemain du nul ramené d'Addis-Abeba face à l'Ethiopie (3-3) en match de la 4^e journée des qualifications de la CAN-2017, le technicien français devrait se rendre ce dimanche à Alger pour une rencontre avec le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, en vue d'une «sépa-

ration à l'amiable», selon la même source. «Je ne vais pas aller au conflit», annonce l'entraîneur national qui refuse d'envisager un règlement juridique. «Maintenant quel serait l'intérêt d'une Fédération de garder un sélectionneur qui souhaite s'en aller?», s'interroge Gourcuff. «Là, l'équipe est pratiquement qualifiée, c'est bientôt la trêve estivale, c'est le moment de partir», estime le coach breton, qui ne lie pas sa volonté de départ à d'éventuelles offres (il reconnaît «des approches») émanant de clubs de Ligue 1 française. Selon une source proche du dossier, Gourcuff regrette surtout de ne pas avoir eu le soutien de la FAF quand il a été critiqué par la pres-

se et le public au lendemain de la défaite en amical à Alger face à la Guinée en octobre dernier (2-1). Il lui reste deux matchs à disputer, aux Seychelles en juin, puis à domicile contre le Lesotho en septembre, avant d'aborder, également à l'automne, les phases éliminatoires pour la Coupe du monde 2018. Pour son successeur, des noms sont avancés sans qu'il n'y ait rien de concret. On parle avec insistance de l'ancien coach de Rennes, Courbis, qui a déjà eu à travailler en Algérie avec l'USMA et a réalisé des résultats probants. Pour le patron de la FAF, le prochain sélectionneur devrait être un coach de renom et un gars avec une personnalité forte. **M. M.**

Ligue 1 Mobilis (24^e j)

Le MOB pour se rapprocher de la 2^e place

Le MO Béjaïa, poursuivant direct de l'USMA, sera en appel dans la capitale de l'ouest du pays pour affronter l'ASM Oran qui occupe l'avant-dernière

place et tentera de revenir avec un résultat probant, pour le compte de 24^e journée de la Ligue 1 Mobilis. Les Oranais, dos au mur, devront sortir le grand jeu pour prendre les trois points ce qui compliquera davantage la mission des gars de la Vallée de la Soummam. A Béchar, la JS Saoura qui s'accroche bien à la troisième place, affrontera le MC Oran dans l'optique d'aligner trois autres points supplémentaires, au moment où l'USM Blida et le CS Constantine s'affrontent au stade Brakni dans un match à six points. Les Blidéens, qui restent déterminés à se sortir de la zone des turbulences, savent qu'ils doivent sortir le grand jeu pour l'emporter surtout que les Sanafirs qui avaient été contraints au partage des points à domicile lors de la précédente journée par la JSS souhaitent se reprendre et soigner leur image à nouveau. Le CR Belouizdad, qui ne perd pas espoir de jouer le podium, accueillera dans son fétiche stade du 20-Août l'ES Sétif avec la ferme intention de renouer avec la victoire. La victoire est donc impérative pour les

Belouizdad s'ils veulent se relancer dans la course pour la deuxième place qualificative à la Ligue des champions africaine et oublier la défaite face au voisin usmiste (2-0) lors de la précédente journée. Les Sétifiens misent eux aussi sur une victoire pour s'éloigner de la zone dangereuse et se consacrer ensuite à la compétition africaine, seul objectif qui leur reste pour cette saison. De son côté, l'USM El Harrach qui occupe le ventre mou du classement avec 32 unités recevra la JS Kabylie qui s'est donnée de l'air après sa précieuse victoire lors du «Clasico» devant le MCA 2-1. Des retrouvailles entre deux formations qui ont toujours gratifié le public d'un beau spectacle au stade d'El Mohammadia qui fera certainement le plein à cette occasion. **I.M.**

LE PROGRAMME :

Samedi 2 avril 2016 à 16h :
JSS-MCO (18)
USMB-CSC
ASMO-MOB
USMH-JSK
CRB-ESS

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Belkhir/Guelma

Deux noyés repêchés d'une mare d'eau

DEUX PERSONNES noyées ont été repêchées jeudi d'une mare d'eau d'irrigation dans la ferme Saïd Boumaza au village Lekbeb, dans la commune de Belkhir (Guelma), a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Agés de 16 et 17 ans, les deux victimes ont été repêchées par les plongeurs relevant de l'unité principale de la Protection

civile. L'opération a duré 35 minutes, indique la même source. Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'hôpital Hakim-Okbi de Guelma, précise la même source.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances de cet accident tragique. K. L.

Forum international de l'énergie

Alger abritera en septembre la 15^e réunion

LA 15^e réunion ministérielle du Forum international de l'énergie (IEF) se tiendra du 26 au 28 septembre 2016 à Alger, a-t-on appris jeudi auprès de l'IEF.

Cette réunion ministérielle biennale rassemblera des ministres, hauts fonctionnaires et experts représentant les 72 pays membres du Forum, des responsables d'organisations internationales ainsi que des patrons de compagnies énergétiques, a indiqué l'IEF sur son internet.

Initié en 1991 par des pays producteurs et consommateurs d'énergie, l'IEF constitue un espace de dialogue informel sur des questions générales d'intérêt commun en matière d'énergie, devenu au fil des années une réunion ministérielle biennale nommée «Forum international sur l'énergie», a-t-on rappelé de même source. Ces ren-

contres biennuelles visent, entre autres, à améliorer la collaboration entre producteurs et consommateurs, renforcer la concertation régulière entre ces parties et contribuer à faciliter le dialogue en cas de crise énergétique. Les trois dernières éditions de cette rencontre se sont déroulées en 2014 en Russie, 2012 au Koweït et 2010 en Mexique. Par ailleurs, l'IEF a lancé en 2000 la Joint Oil Data Initiative (JODI), une initiative destinée à améliorer la disponibilité et la fiabilité des données sur le marché pétrolier, vu le besoin croissant de transparence. Actuellement, six organisations internationales, dont l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), coopèrent au développement d'une base de données en la matière dans le cadre de cette initiative. APS

Liban

Un réseau de trafic d'êtres humains démantelé

LA POLICE libanaise a démantelé un réseau de trafic d'êtres humains et libéré 75 femmes, pour la plupart syriennes, a indiqué hier une source sécuritaire. «Il s'agit du plus grand réseau de trafic sexuel que nous avons découvert depuis le début de la guerre en Syrie en 2011», a déclaré cette source sous couvert de l'anonymat. Les femmes ont été violées et battues, et certaines d'entre elles portaient des marques de «mutilation» sur leur corps, indique pour sa part un communiqué des Forces de sécurité intérieure (FSI). Des officiers de police de la région du Mont Liban, au nord de Beyrouth, ont «identifié et arrêté un groupe de gens qui ont mis sur pied le réseau de trafic humain le plus dangereux au Liban», selon les FSI. Dix hommes et huit femmes qui gardaient les appartements dans lesquels étaient maintenues les victimes ont été arrêtés, indique encore le communiqué, précisant que deux autres membres du réseau sont en

fuite. Le Liban accueille plus de 1,1 million de Syriens ayant fui la guerre, soit le quart de sa population, le taux de réfugiés le plus élevé au monde par habitant. Nombre d'entre eux vivent dans une situation très précaire. APS

Batna

Incendie dans l'unité de N'gaous-conserves

UN VIOLENT incendie s'est déclaré jeudi en début de soirée à l'unité de statut privé de production spécialisée dans la transformation des fruits et la commercialisation des eaux fruitées N'gaous-conserves, dans la commune de N'gaous, à 80 km à l'ouest de Batna, a appris l'APS auprès du chargé de la communication des services de la Protection civile, Zouhir Nekaâ.

L'incendie s'est déclaré dans un entrepôt totalisant 21 000 m², réservé pour le stockage de la matière première, a précisé la même source, soulignant que cet entrepôt a été récemment

inauguré. Cinq unités d'intervention des services de la Protection civile, dont l'unité principale de Batna, «sont mobilisées sur les lieux pour circonscrire les flammes et empêcher l'incendie de se propager à des unités voisines», a ajouté M. Nekaâ.

L'unité de production spécialisée dans la transformation des fruits et la commercialisation des eaux fruitées dont les produits sont exportés dans plusieurs pays, emploie 950 travailleurs et s'est dernièrement engagée dans des travaux d'extension de son unité.

Le poison d'Avril



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tant que la situation sécuritaire reste précaire dans leur pays

«Pas de rapatriement des réfugiés»

■ La présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Saida Benhabyles, a affirmé, jeudi à Alger, que «le rapatriement des réfugiés étrangers d'Algérie est exclu tant que la stabilité n'est pas rétablie dans leur pays».

Par Ilham N.

Le Croissant-Rouge algérien «consent des efforts colossaux» pour apporter une aide humanitaire aux réfugiés, a indiqué M^{me} Benhabyles, en marge d'une rencontre entre le CRA et l'organisation arabe du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge consacrée à l'«Action humanitaire à la lumière des défis mondiaux», soulignant que «leur rapatriement est exclu à l'heure actuelle tant que la situation sécuritaire dans leur pays reste précaire». Elle a rappelé

que l'opération de rapatriement des ressortissants nigériens est intervenue à la demande du gouvernement nigérien à son homologue algérien, précisant à ce propos que «comme il était question d'une action humanitaire, celle-ci a été confiée au Croissant-Rouge qui l'a prise en charge», selon elle, «conformément aux critères mondialement en vigueur, comme en témoignent les observateurs, et selon les critères algériens fondés sur le respect de la dignité de l'Homme».

«8 000 ressortissants nigériens en majorité des enfants sans accompagnateurs ont été rapatriés», a-t-elle dit avant de faire remarquer qu'elle plaide pour une «vision stratégique à long terme qui consiste à trouver les moyens susceptibles d'aider cette catégorie à se stabiliser dans leur pays lors du financement de microprojets». D'autre part, M^{me} Benhabyles a annoncé que l'opération de sensibilisation menée par le CRA avec des partenaires occidentaux avait trouvé écho à travers un financement suisse de 500 francs suisses destinés aux microprojets au profit des Nigériens rapatriés d'Algérie et ce, à travers l'Organisation internationale pour les migrations. Cette sensibilisation a permis, pour la première fois, de consacrer un montant de 200 000 dollars par la Fédération internationale du

Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge pour aider les réfugiés sahraouis, a-t-elle ajouté, estimant que la visite du président de l'Organisation arabe du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge, D' Salah Hamed al Sahabani, s'inscrivait dans le cadre des efforts visant à renforcer les moyens «pour prendre en charge les préoccupations humanitaires de ceux qui fuient la mort en raison des guerres».

I. N./APS

La route qui tue 40 morts et près de 500 blessés en une semaine

QUARANTE PERSONNES ont trouvé la mort et 481 autres ont été blessés dans 269 accidents de la circulation survenus au niveau national durant la période du 22 au 28 mars en cours, selon un bilan rendu public jeudi par la Gendarmerie nationale.

La wilaya d'Alger arrive en tête avec 17 accidents, suivie de Médéa et Ain Defla avec 16 chacune, 14 à El Oued et 13 accidents à Bouira, précise la même source.

Le facteur humain reste la principale cause de ces accidents, suivi de l'état des véhicules et des routes, a conclu la même source.

Yanis G.